

Les études canadiennes à la croisée des chemins ?

LE CONTEXTE UNIVERSITAIRE

Les milieux universitaires canadiens, autant anglophones que francophones ont longtemps défendu, chacun à leur manière, un positionnement intellectuel essentiellement classiciste et eurocentrique. Dans un contexte où l'État n'a commencé à investir massivement dans les productions culturelles canadiennes qu'à partir des années soixante, il a longtemps semblé que le Canada ne constituait par sa situation coloniale qu'un pâle reflet de l'Ancien monde. Puis les pressions politiques et économiques américaines au moment de la guerre du Viêt-Nam d'une part, et la Révolution tranquille au Québec de l'autre, ont grandement contribué à faire passer l'idée à l'époque de Lester Pearson que le Canada incarnait un ensemble de valeurs qui lui étaient propres et qui méritait d'être analysé. Dès 1957, l'Université Carleton créait un premier programme d'études proprement canadiennes au pays, geste qui fut peu à peu imité par quelques autres grandes institutions d'enseignement supérieur. L'initiative eut du succès, d'autant plus que Davidson Dunton, un des canadianistes les plus en vue de Carleton, fut nommé en 1963 coprésident avec André Laurendeau de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Une époque faste de recherche et de réflexion s'ouvrait qui allait mener à une redéfinition, sous la gouverne de Pierre Trudeau, des fondements juridiques, politiques, linguistiques et culturels de la société canadienne. Au cours de ces années sont aussi apparues, sous la forme de disciplines autonomes, des centres de recherche tournés spécifiquement vers le Québec, les Acadiens, les Autochtones et d'autres peuples et régions du Canada.

Au cours des années quatre-vingt-

PIERRE ANCTIL

Pierre Anctil est directeur de l'Institut des études canadiennes à l'Université d'Ottawa.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que l'apport des universitaires basés outre frontière est devenu décisif dans notre champ d'intérêt, autant par sa qualité intellectuelle que par la pertinence de ses publications.

dix toutefois les études canadiennes ont semblé attirer moins de financement et ont reçu un accueil en général plus tiède de la part des administrations universitaires. À tout le moins il y a eu plafonnement depuis une quinzaine d'années, entre autres dans le nombre d'étudiants inscrits au sein des programmes à contenu canadien déclaré et dans la diversité des cours offerts sous ce label. Cette situation est attribuable à plusieurs causes, dont certaines positives comme le fait que les universités canadiennes ont finalement emboîté le pas après les grands débats des années soixante et soixante-dix, puis ont consenti à offrir des contenus canadiens importants dans la plupart des champs disciplinaires en sciences

humaines, mais sans nécessairement créer des programmes d'études portant le vocable « canadiennes ». Il y a aussi que les embauches de professeurs étrangers ont diminué dans les institutions d'enseignement supérieur canadiennes lorsque de nouvelles cohortes de diplômés se sont présentées sur le marché du travail. Pour quelqu'un ayant été formé au Canada, la désignation même « d'études canadiennes » pouvaient parfois sembler dans un tel contexte redondante. Qui négligerait d'enseigner aujourd'hui dans le domaine juridique les principes de la Charte canadienne des droits et libertés ou en sciences politiques les conséquences du multiculturalisme et des grands débats autour des lois linguistiques.

On le voit bien, plusieurs universitaires font aujourd'hui presque entièrement carrière dans le domaine des études canadiennes, mais sans le déclarer ouvertement, discipline oblige, et peut-être même sans jamais avoir participé à une rencontre de canadianistes déclarés. Faut-il leur en vouloir ? À mon avis, contre toute attente, il convient de voir dans cette tendance qui s'affirme de plus en plus une des grandes victoires des dernières années. Les professeurs appartenant à différents champs de recherche et spécialisations n'ont guère été encouragés à dialoguer entre eux, si bien que parfois il se dégage de ces pratiques un sentiment d'éparpillement et de manque de concertation qui nuit ultimement aux espoirs des canadianistes au sein des institutions de haut savoir. Pourtant, quand on y regarde de plus près, la liste de chercheurs intéressés au Canada d'une façon ou d'une autre est souvent longue dans les grandes universités canadiennes, incluant ceux

qui se déclarent plus portés à prime abord à analyser la société québécoise, acadienne, autochtone, etc. On ne compte plus le nombre de revues universitaires au pays qui portent le titre de « canadiennes », tout en réunissant parfois un nombre très restreint de spécialistes dans un champ précis. De la même manière, les colloques et les conférences qui étudient un aspect ou l'autre de la société ou de la culture canadienne abondent dans le calendrier des sociétés savantes, dont les grands rendez-vous annuels de la Fédération canadienne des sciences sociales (CFHSS) et de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS). Simplement le concert des voix qui s'expriment dans ce domaine très diffus est devenu si vaste, que les canadianistes dans le sens plus restreint du terme, soit ceux qui dirigent nommément des programmes d'études canadiennes, ou qui y enseignent, ne réussissent plus à se faire entendre comme un groupe à part.

L'INTERDISCIPLINARITÉ

Quand les canadianistes ont senti que le tapis leur glissait de sous les pieds, ils ont évoqué pour se distinguer la notion d'interdisciplinarité ou de multidisciplinarité. En somme, et ce que nul ne peut contester par ailleurs, l'étude d'un pays aussi complexe et immense que le Canada requerrait un arsenal de disciplines diverses oeuvrant en commun et partageant un même objet. Or l'ensemble des sciences humaines et sociales, se dirige déjà allègrement vers un carrefour global où convergent un grand nombre de disciplines. Bien que les structures de gestion universitaires reconnues, comme les facultés et les départements, résistent dans la plupart des cas pour des raisons historiques à suivre le courant, il ne fait aucun doute que l'interdisciplinarité s'apprête à submerger les dernières résistances. Une fois de plus, les canadianistes ont vu juste, mais ils sont maintenant

Simplement le concert des voix qui s'expriment dans ce domaine très diffus est devenu si vaste, que les canadianistes dans le sens plus restreint du terme, soit ceux qui dirigent nommément des programmes d'études canadiennes, ou qui y enseignent, ne réussissent plus à se faire entendre comme un groupe à part.

emportés par la cohue qui court dans le même sens qu'eux. Ce n'est toutefois pas là à mon avis que le bât blesse. Il est de notoriété publique que partout au pays les cours d'études canadiennes attirent beaucoup d'étudiants au premier cycle. Les programmes de mineure et de majeure dans le même domaine demeurent cependant très peu fréquentés. Les administrations universitaires, qui font des décomptes financiers, prennent souvent prétexte de ces données pour couper les vivres aux programmes d'études canadiennes ou carrément les abolir, lorsqu'il suffirait de leur donner des moyens pratiques, efficaces et peu coûteux d'attirer de nouvelles clientèles. Des formules novatrices comme les affectations multiples pour les professeurs, les cours donnés conjointement par différents départements, les chaires intra universitaires et différentes formules de libération sabbatique, devraient contribuer à renverser la tendance que l'on note depuis plusieurs années. On peut aussi imaginer le recours à des campagnes de publicité inter universitaires mieux adaptées à leur objet et mieux ciblées.

L'IMPORTANCE DU RÉSEAUTAGE

Si les universités canadiennes doutent parfois de la valeur des études canadiennes, il se trouve à l'étranger un bassin croissant de chercheurs et de professeurs qui souvent sans le moindre encouragement précis

découvrent un attrait particulier pour le Canada et en font le point d'orgue de leur carrière. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que l'apport des universitaires basés outre frontière est devenu décisif dans notre champ d'intérêt, autant par sa qualité intellectuelle que par la pertinence de ses publications. Ces observateurs de l'extérieur du pays incarnent pour une bonne part l'avenir des études canadiennes et leur contribution a été d'une grande portée sous plus d'un rapport au cours des dernières années, ceci à une heure où certains ministères et organismes n'encouragent plus pour des raisons politiques une analyse critique de la réalité canadienne. Un vigoureux réseautage au niveau international et une participation plus soutenue à un ensemble de carrefours disciplinaires émergents dans le milieu universitaire, constituent sans aucun doute les deux stratégies les plus porteuses actuellement pour les études canadiennes. Une troisième voie mériterait aussi d'être explorée, qui n'a vraiment pas porté fruit jusqu'à maintenant, soit celle d'une meilleure concertation entre les différents programmes reconnus au Canada. L'heure est sans doute arrivée pour les canadianistes de faire preuve d'un peu plus d'audace et de détermination en cette ère de mondialisation et de décloisonnement disciplinaire. À mon avis toute croissance future dans notre domaine de recherche passe par ces trois nouveaux angles d'attaque. 